

Nucléaire: la raison doit l'emporter sur la précipitation

La sortie du nucléaire, d'ores et déjà décidée, doit se faire de manière organisée et réaliste, en laissant les centrales existantes terminer leur cycle de vie. Un abandon précipité, qui obligerait à remplacer immédiatement 15% de la production d'électricité et 40% d'ici une douzaine d'années, placerait la Suisse dans une position de dépendance accrue vis-à-vis de l'étranger.

Remplacer immédiatement 15% de la production

Partisans et opposants de l'initiative populaire «Sortir du nucléaire» ont lancé leurs campagnes respectives en vue de la votation du 27 novembre. L'enjeu? Le délai – raisonnable ou précipité – pour organiser la mise hors service des cinq centrales nucléaires helvétiques, qui fournissent aujourd'hui près de 40% de la production du pays.

Il faut en effet rappeler que, contrairement à ce que laisse entendre le titre de l'initiative, la décision de sortir du nucléaire a déjà été prise en 2011 après l'accident de Fukushima. Même si elle peut évidemment être discutée, cette décision n'a jamais été remise en question à ce jour, et les projets de remplacement des centrales actuelles, dont on commençait à parler il y a six ans, ont immédiatement été stoppés.

En revanche, il est exact que la stratégie officielle a fait le choix de ne pas fixer de date limite arbitraire pour le débranchement des centrales existantes. Excepté celle de Mühleberg, que ses exploitants ont décidé d'arrêter en 2019, les quatre autres centrales continueront de fonctionner jusqu'à la fin de leur cycle de vie économique et technique. Cette fin n'est pas datée de manière précise, mais il est certain qu'elle surviendra prochainement; à l'époque où l'on envisageait encore son remplacement, l'actuelle centrale de Leibstadt, la plus récente, était censée

durer jusqu'aux alentours de 2040. C'est sans doute à cet horizon qu'on peut envisager l'abandon complet du nucléaire.

L'initiative sur laquelle nous devons nous prononcer est, quant à elle, volontariste et radicale: il s'agirait de débrancher immédiatement les trois premières centrales (Beznau I et II et Mühleberg), qui représentent ensemble environ 15% de la production d'électricité en Suisse. Les deux autres centrales seraient impérativement arrêtées en 2024 (Gösgen) et en 2029 (Leibstadt).

Une dépendance accrue vis-à-vis de l'étranger

La volonté officielle de laisser les centrales actuelles terminer leur durée de vie répond assurément à certains impératifs économiques. Les investissements régulièrement consentis dans ces installations doivent être amortis, et il faut en outre capitaliser les montants importants destinés au futur démantèlement de ces centrales. Un arrêt précipité entraînerait ainsi un risque financier important tant pour la Confédération que pour les exploitants. Mais au-delà de ces considérations financières, l'enjeu majeur réside bel et bien dans la sécurité d'approvisionnement électrique de la Suisse. Suppléer de manière ponctuelle à l'arrêt provisoire d'un ou deux réacteurs nucléaires est une chose, mais c'en est une autre de devoir remplacer définitivement 15% de notre production dès 2017 et 40% en une douzaine d'années à peine.

Suppléer de manière ponctuelle à l'arrêt provisoire d'un ou deux réacteurs nucléaires est une chose, mais c'en est une autre de devoir remplacer définitivement 15% de notre production dès 2017 et 40% en une douzaine d'années à peine.

Les nouvelles énergies renouvelables ne sont pas encore prêtes à prendre le relais. Leur production annuelle, selon les scénarios officiels, pourrait atteindre un peu plus de 11 térawattheure d'ici 2035, soit environ la moitié du courant produit aujourd'hui par les centrales nucléaires. Le développement de cette nouvelle production prend du temps. A-t-on conscience que la Suisse devrait disposer d'environ 700 éoliennes pour remplacer la production de la seule centrale de Mühleberg?

Sortir immédiatement du nucléaire signifierait donc importer du courant de l'étranger; du courant français, dont 76% est d'origine nucléaire, ou allemand, dont 42% est produit dans des centrales à charbon. Cette solution, outre son hypocrisie sur le plan écologique, placerait la Suisse dans une position de dépendance accrue vis-à-vis des pays qui l'entourent. On devrait compter avec la bonne volonté politique et commerciale de ces pays, espérer qu'ils ne décident pas de réduire leur production ou leurs exportations, et espérer encore que le réseau international de transport de courant garde des capacités suffisantes.

Un répit de quelques années est indispensable

Les partisans de l'initiative jouent sur la peur de l'énergie nucléaire, en insistant sur l'âge des centrales existantes. Celles-ci sont pourtant étroitement surveillées par l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN). Par ailleurs, il faut se souvenir que les militants anti-nucléaires ont toujours critiqué la sécurité des centrales, même lorsqu'elles étaient neuves! L'énergie nucléaire représente un

risque, cela n'est pas contestable, mais la Suisse a correctement maîtrisé ce risque depuis plus de quarante ans; quelques années de plus ou de moins n'y changeront rien. En revanche, un répit de quelques années pourra se révéler décisif pour permettre une reconversion en douceur en mettant en place de nouvelles capacités de production les moins polluantes possible (outre l'éolien et le solaire, il faudra sans doute aussi miser sur des centrales à gaz) et sans faire courir de risque inutile à l'approvisionnement du pays en électricité.

Le 27 novembre, les Suisses auront le choix entre une sortie du nucléaire organisée ou précipitée. Pour éviter une précipitation chère et risquée, il faudra se débarrasser du carcan émotionnel liée à cette source d'énergie et voter NON à l'initiative «Sortir du nucléaire».

Pierre-Gabriel Bieri